

Rapport d'exécution budgétaire du Sénégal – 1er trimestre 2026

Des recettes en hausse, mais une dette et des
investissements qui restent préoccupants





À propos de BudgIT Sénégal

BudgIT Senegal est une organisation citoyenne qui s'engage à rendre le budget et les données publiques du Sénégal compréhensibles et accessibles aux citoyens, quel que soit leur niveau d'alphabétisation.

Notre innovation réside dans l'utilisation créative des données gouvernementales, transformées en messages simples, outils interactifs et infographies attrayantes qui vulgarisent des informations complexes sur les finances publiques. Grâce à des technologies innovantes, BudgIT crée un pont entre l'engagement citoyen et le développement institutionnel, permettant aux citoyens de participer activement au débat public et de favoriser un changement sociétal positif au Sénégal.

Directeur du développement international : Abiola Afolabi

Chercheurs : Amineta Baye Laye Diop, Victoria Opusunju

Visualisation de données : Ayomide Ilesanmi

Sources :

- Ministère des Finances et du Budget
- Direction générale du Trésor

BudgIT Senegal

Adresse : Cité CPI (Sacré-Cœur 3, Lot n° 128/B, Dakar)

Contact : (+221) 33 848 46 57 - (+221) 77 610 52 71

BudgIT Senegal a produit ce rapport dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir la transparence, la participation citoyenne et la redevabilité en matière de finances publiques.



Résumé

L'exécution du budget au premier trimestre 2026 présente un bilan contrasté mais globalement encourageant pour les finances publiques du Sénégal. Les recettes de l'État ont progressé par rapport à la même période en 2025, grâce à une meilleure mobilisation des ressources internes et à une hausse des revenus issus du secteur extractif. Dans le même temps, la croissance des dépenses est restée relativement maîtrisée, ce qui a permis de réduire le déficit budgétaire malgré l'augmentation du service de la dette et le maintien des subventions à l'énergie.

Toutefois, ces résultats positifs masquent des défis structurels importants. L'exécution des dépenses d'investissement demeure faible, ce qui signifie que de nombreux projets inscrits au budget n'ont pas encore été réalisés ou n'ont pas suffisamment avancé. Les citoyens risquent donc de ne pas voir rapidement les routes, écoles, hôpitaux, infrastructures agricoles et autres services publics prévus.

Par ailleurs, le service de la dette continue de mobiliser une part croissante des ressources publiques, tandis que la mise en œuvre des réformes destinées à accroître les recettes dans le cadre du Plan de Redressement Économique et Social (PRES) progresse plus lentement que prévu. Ces contraintes pourraient limiter la capacité de l'État à financer durablement ses priorités de développement.

1.0 Recettes du budget général

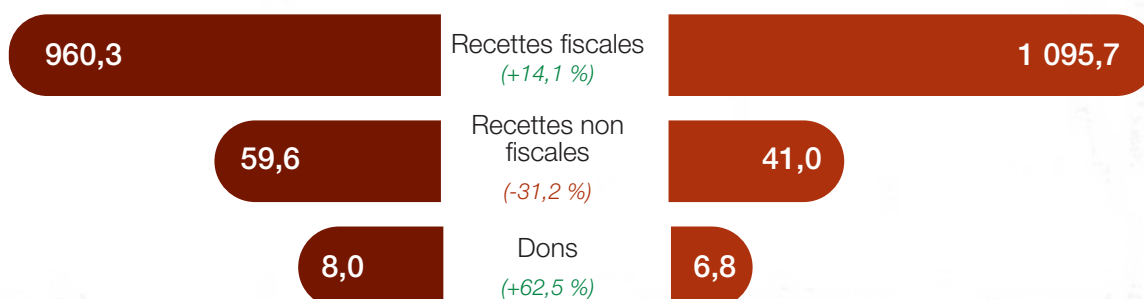
La mobilisation des recettes s'est améliorée au cours du premier trimestre 2026. Les recettes totales du budget général se sont élevées à 1 149,7 milliards de FCFA, contre 1 027,8 milliards de FCFA à la même période en 2025, soit une progression de 11,9 %. Par rapport à l'objectif annuel fixé à 5 932,2 milliards de FCFA, le taux d'exécution s'établit à 19,4 %.

Cette performance est principalement portée par les recettes fiscales, qui demeurent la principale source de financement de l'État. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, en particulier celles versées par les entreprises du secteur pétrolier. Ces bonnes performances ont permis de compenser la faiblesse des recettes non fiscales ainsi que le faible niveau de mobilisation des dons.

Performance des recettes (en milliards de FCFA)

Catégorie de recettes	T1 2025 (Mds FCFA)	Prévisions annuelles 2026 (Mds FCFA)	T1 2026 (Mds FCFA)	Taux d'exécution	Variation
Recettes fiscales	960,3	5 384,8	1 095,7	20,3 %	+14,1 %
Recettes non fiscales	59,6	355,9	41,0	11,5 %	-31,2 %
Dons	8,0	191,5	13,0	6,8 %	+62,5 %
Total des recettes	1 027,8	5 932,2	1 149,7	19,4 %	+11,9 %

Performance des recettes (en milliards de FCFA)



Analyse

La forte progression des recettes fiscales confirme le rôle croissant de la mobilisation des ressources intérieures dans le financement des dépenses publiques. Les recettes fiscales ont représenté plus de 95 % des recettes collectées au cours du premier trimestre 2026, tandis que les dons sont restés relativement faibles. Toutefois, les résultats d'un seul trimestre ne permettent pas de conclure que le Sénégal a durablement réduit sa dépendance à l'égard des financements extérieurs.

L'une des évolutions les plus marquantes concerne la contribution du secteur extractif. Les impôts versés par les entreprises pétrolières ont soutenu la hausse des recettes de l'impôt sur les sociétés, confirmant ainsi le rôle grandissant de la production de pétrole et de gaz dans les recettes de l'État.

En revanche, la mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre du Plan de Redressement Économique et Social (PRES) demeure en deçà des attentes. Les recettes générées par ces réformes n'ont atteint que 57,2 % de l'objectif trimestriel, ce qui laisse penser que certaines mesures connaissent des retards d'application ou produisent des résultats inférieurs aux prévisions.

Par ailleurs, les recettes non fiscales ont diminué de 31,2 %, principalement en raison de la baisse des dividendes versés par les entreprises publiques et du recul des recettes administratives. Cette évolution souligne la nécessité pour l'État de diversifier davantage ses sources de revenus afin de réduire sa dépendance aux seules recettes fiscales.

Enfin, même si les tensions géopolitiques au Moyen-Orient sont intervenues après le premier trimestre, elles pourraient peser sur l'exécution du budget pour le reste de l'année. Une hausse des prix internationaux de l'énergie pourrait entraîner une augmentation des dépenses liées aux subventions énergétiques, alourdir la facture des importations et exercer une pression supplémentaire sur les finances publiques.



Les recettes générées dans le cadre de ces réformes n'ont atteint que 57,2 % de l'objectif trimestriel, ce qui donne à penser que plusieurs mesures fiscales accusent des retards de mise en œuvre ou produisent des rendements inférieurs aux prévisions.

2.0 Dépenses du budget général

Exécution des dépenses (en milliards de FCFA)

Catégorie de dépenses	T1 2025 (Mds FCFA)	Prévisions 2026	T1 2026 (Mds FCFA)	Taux d'exécution	Variation
Dépenses courantes	1 131,4	4 373,9	1 185,5	27,1 %	+4,8 %
Paiement des intérêts de la dette	225,2	1 190,6	285,0	23,9 %	+26,5 %
Dépenses de personnel	357,1	1 532,8	375,1	24,5 %	+5,1 %
Biens et services	84,7	389,5	79,7	20,5 %	-5,9 %
Transferts courants	463,9	1 260,5	445,7	35,4 %	-3,9 %
Dépenses d'investissement	288,6	2 803,9	297,2	10,6 %	+3,0 %
Ressources internes	103,4	1 448,9	160,8	11,1 %	+55,5 %
Investissements directs de l'État	2,6	1 088,6	3,3	0,3 %	+26,9 %
Transferts en capital	100,7	367,7	157,5	42,8 %	+56,4 %
Ressources extérieures	185,2	1 355,0	136,4	10,1 %	-26,3 %
Total des dépenses	1 419,9	7 177,8	1 482,7	20,6 %	+4,4 %

T1 2025	Catégorie de dépenses (Variation)	T1 2026
1 131,4	Dépenses courantes (+4,8 %)	1 185,5
225,2	Paiement des intérêts de la dette (+26,5 %)	285,0
357,1	Dépenses de personnel (+5,1 %)	375,1
84,7	Biens et services (-5,9 %)	79,7
463,9	Transferts courants (-3,9 %)	445,7
288,6	Dépenses d'investissement (+3,0 %)	297,2
103,4	Ressources internes (+55,5 %)	160,8
2,6	Investissements directs de l'État (+26,9 %)	3,3
100,7	Transferts en capital (+56,4 %)	157,5
185,2	Ressources extérieures (-26,3 %)	136,4

Analyse

Les dépenses totales de l'État se sont élevées à 1 482,7 milliards de FCFA au premier trimestre 2026, soit 20,6 % des crédits prévus dans la Loi de finances et une hausse de 4,4 % par rapport à la même période en 2025. Bien que cette progression reste modérée, la structure des dépenses met en évidence des pressions budgétaires persistantes.

Les dépenses courantes continuent de représenter la plus grande part des dépenses publiques, avec près de 80 % des dépenses totales. Les paiements d'intérêts sur la dette ont fortement augmenté, atteignant 285,0 milliards de FCFA, soit une hausse de 26,5 % sur un an. Cette évolution reflète le coût croissant de l'endettement public. Les dépenses de personnel ont également progressé de 5,1 %, tandis que les dépenses de biens et services ont légèrement reculé. Les transferts courants demeurent toutefois élevés (445,7 milliards de FCFA), principalement en raison des subventions à l'énergie, qui se sont élevées à 165,5 milliards de FCFA et continuent de peser lourdement sur les finances publiques.

Les dépenses d'investissement se sont établies à 297,2 milliards de FCFA, en légère hausse de 3,0 % par rapport au premier trimestre 2025. Toutefois, leur taux d'exécution reste faible (10,6 % des prévisions annuelles), ce qui traduit un rythme de mise en œuvre encore insuffisant. Une situation similaire avait déjà été observée en 2025, le gouvernement l'ayant alors expliquée par la durée des procédures de passation des marchés publics et d'attribution des contrats avant le démarrage effectif des projets.

Les investissements financés sur ressources internes ont fortement progressé (+55,5 %), notamment grâce à l'augmentation des transferts en capital destinés à soutenir la productivité agricole, les infrastructures routières et l'acquisition d'aéronefs pour Air Sénégal. En revanche, les investissements directs de l'État restent très faibles, avec seulement 3,3 milliards de FCFA exécutés, soit 0,3 % des crédits prévus pour l'année. Les investissements financés sur ressources extérieures ont également reculé de 26,3 %, traduisant un ralentissement dans l'exécution des projets financés par les partenaires techniques et financiers.

Dans l'ensemble, l'exécution des dépenses montre que l'État fait face à un double défi : maîtriser les dépenses courantes, notamment le poids croissant du service de la dette et des subventions à l'énergie, tout en accélérant la réalisation des investissements publics. Une amélioration du rythme d'exécution des projets sera essentielle pour atteindre les objectifs fixés par la Loi de finances 2026 et renforcer l'impact des dépenses publiques sur le développement économique et social.

Cette performance est principalement portée par les recettes fiscales, qui demeurent la principale source de financement de l'État. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, en particulier celles versées par les entreprises du secteur pétrolier. Ces bonnes performances ont permis de compenser la faiblesse des recettes non fiscales ainsi que le faible niveau de mobilisation des dons.

3.0 Déficit Budgétaire

Évolution du déficit budgétaire

Malgré les pressions persistantes sur les dépenses publiques, le déficit budgétaire s'est nettement amélioré au cours du premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente.

Situation du déficit budgétaire

Indicateur	T1 2025	T1 2026
Déficit budgétaire (en milliards de FCFA)	392,1	333,0
Déficit (% du PIB)	1,8 %	1,4 %

Analyse

Le déficit budgétaire s'est réduit d'environ 59 milliards de FCFA par rapport au premier trimestre 2025. Cette amélioration s'explique principalement par deux facteurs : une meilleure mobilisation des recettes publiques et un faible niveau d'exécution des dépenses d'investissement.

Si cette baisse du déficit constitue un signal positif du point de vue de la consolidation budgétaire, elle doit être interprétée avec prudence. En effet, une partie de cette amélioration résulte du retard dans l'exécution des investissements publics plutôt que de réformes structurelles permettant de maîtriser durablement les dépenses.

À mesure que les projets d'investissement progresseront au cours des prochains trimestres, le maintien du déficit dans les limites fixées par la Loi de finances pourrait devenir plus difficile.

4.0 Fonds national de retraite (FNR)

Situation du FNR

(Montants en milliards de FCFA)

Indicateur	T1 2025	T1 2026	Variation annuelle
Recettes	45,2	47,8	47,8
Dépenses	33,5	34,9	34,9
Solde	+11,7	+12,9	+12,9

Analyse

Les recettes du Fonds national de retraite ont augmenté de 5,8 %, atteignant 47,8 milliards de FCFA. Cette progression s'explique principalement par une hausse de 8,1 % du nombre de cotisants, passé de 147 565 en mars 2025 à 159 583 en mars 2026. Cette évolution traduit un élargissement de la base des cotisants et contribue au renforcement de la situation financière du Fonds.

Dans le même temps, les dépenses ont progressé de 4,2 % pour s'établir à 34,9 milliards de FCFA, principalement en raison de l'augmentation du nombre de retraités, qui est passé de 75 329 à 76 832, soit une hausse de 2,0 % sur la période.

Au terme du premier trimestre 2026, le FNR enregistre ainsi un excédent de 12,9 milliards de FCFA, contre 11,7 milliards de FCFA un an auparavant.

Bien que cet excédent soit encourageant, l'augmentation continue du nombre de retraités exige une vigilance particulière afin de s'assurer que la croissance des cotisations demeure suffisante pour financer les futures obligations du régime. La publication de projections actuarielles permettrait également d'améliorer la transparence et d'évaluer la viabilité financière du Fonds à long terme.

Recommandations

À l'attention du Ministère des Finances et du Budget

- Publier un détail des mesures de mobilisation des recettes prévues dans le cadre du PRES, en précisant pour chacune les objectifs, les recettes attendues, les montants effectivement mobilisés et leur niveau de mise en œuvre.
- Expliquer les causes de la baisse de 31,2 % des recettes non fiscales, notamment la diminution des dividendes des entreprises publiques, et présenter les mesures envisagées pour améliorer leurs performances.
- Accélérer les procédures de passation des marchés publics et la mise en œuvre des projets d'investissement, tout en publiant régulièrement leur état d'avancement.
- Rendre publique la répartition des subventions à l'énergie, leurs bénéficiaires ainsi que la stratégie du Gouvernement visant à réduire progressivement leur coût tout en protégeant les ménages les plus vulnérables.
- Continuer à publier les rapports trimestriels d'exécution budgétaire dans les délais et dans des formats ouverts afin de renforcer la transparence des finances publiques.

À l'attention de l'Assemblée nationale

- Organiser des auditions de contrôle afin d'identifier les causes du très faible niveau d'exécution des investissements directs de l'État (0,3 % des crédits annuels au premier trimestre) et proposer des mesures correctives.
- Demander des informations détaillées sur l'augmentation des paiements d'intérêts de la dette et évaluer ses conséquences sur les ressources disponibles pour les secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation et les infrastructures.
- Renforcer le contrôle parlementaire sur les recettes issues du secteur extractif afin de garantir leur utilisation conformément à la législation sur la gestion des revenus des hydrocarbures et leur contribution au développement national.

À l'attention de la société civile et des citoyens

Suivre l'exécution des projets d'investissement afin de vérifier que l'augmentation des recettes publiques se traduit effectivement par la réalisation des infrastructures et l'amélioration des services publics.

Continuer à surveiller les recettes issues du secteur extractif, notamment leur répartition entre le budget de l'État, le Fonds de stabilisation et le Fonds intergénérationnel, tout en plaidant pour une plus grande transparence dans leur gestion.

Comparer les résultats d'exécution budgétaire des prochains trimestres afin de déterminer si la baisse du déficit traduit une réelle consolidation des finances publiques ou simplement un report des dépenses d'investissement.

Conclusion

Les résultats du premier trimestre 2026 sont globalement encourageants. La hausse des recettes fiscales, portée notamment par le secteur extractif, ainsi que la réduction du déficit budgétaire témoignent d'une amélioration de la situation des finances publiques.

Cependant, plusieurs défis demeurent. L'augmentation du coût du service de la dette, le poids toujours important des subventions à l'énergie et le faible niveau d'exécution des investissements publics continuent de limiter les marges de manœuvre budgétaires de l'État.

Par ailleurs, dans un contexte marqué par la poursuite des discussions entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (FMI) sur les réformes économiques et les besoins de financement, la crédibilité de la politique budgétaire dépendra autant de la capacité à mobiliser davantage de recettes que d'une gestion plus efficace, transparente et rapide des dépenses publiques.

Les prochains trimestres seront donc déterminants. L'accélération de l'exécution des investissements publics sera essentielle pour concrétiser les projets prioritaires prévus dans la Loi de finances 2026, notamment dans les secteurs des transports, de la santé, de l'éducation et des infrastructures stratégiques.

